

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°807/ Septembre 2024

TENDANCES CONJONCTURELLES¹

2^E TRIMESTRE 2024

Le climat des affaires se rapproche lentement de la normale

Faible progression de l'ICA au 2^e trimestre

L'indicateur du climat des affaires (ICA) gagne 0,7 point au 2^e trimestre 2024, s'établissant à 97,2 points. S'il s'inscrit en hausse pour le 3^e trimestre consécutif, sa progression ralentit. Pour rappel, il augmentait de 3,2 points au 1^{er} trimestre 2024 et de 3,5 points à fin 2023. Malgré cette perte d'élan, l'ICA gagne 2,4 points par rapport au 2^e trimestre 2023.

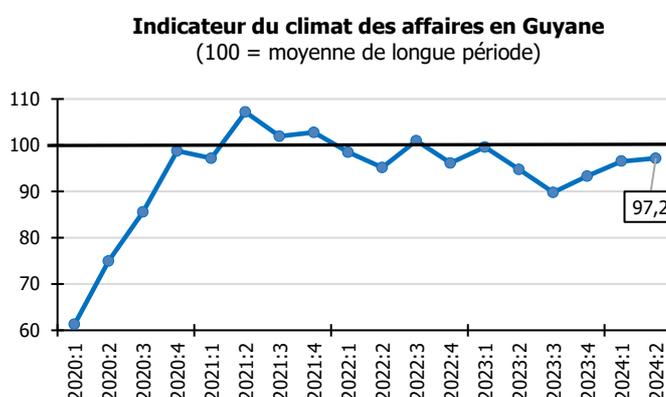
Évoluant dans un climat dégradé par l'inflation, l'ICA peine ainsi à retrouver sa moyenne de longue période, se maintenant en dessous de cette dernière depuis plus d'un an. L'allongement des délais de paiement et la détérioration de la trésorerie des entreprises sondées par l'IEDOM sont les principales composantes expliquant cette lente récupération. L'activité s'étiole également sur ces trois derniers mois et devrait rester stable au prochain trimestre.

En parallèle, les défaillances d'entreprise repartent à la hausse (+6 % en cumul sur 12 mois), après un trimestre de répit. Elles demeurent néanmoins à un niveau plus bas qu'au 2^e trimestre 2023.

Les créations d'entreprise enregistrent quant à elles une augmentation timide sur le trimestre (+0,3 %). Sur l'année, la tendance haussière est plus marquée : +10,5 %. En revanche, les créations de microentreprises, qui constituent plus de la moitié du total des entreprises créées, reculent de 1,7 % sur 3 mois, mais demeurent en hausse sur un an (+6,7 %).

La hausse des prix accélère

Au 2^e trimestre 2024, l'IPC progresse de 1 % sur le trimestre, contre +0,6 % en début d'année. Cette accélération est principalement portée par les prix des services (+2,4 % sur 3 mois). En parallèle, les prix de l'alimentation enregistrent une évolution plus modeste (+0,2 %). À l'inverse, les prix de l'énergie et des produits manufacturés sont en léger recul (respectivement -0,6 % et -0,1 %).



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM.
© IEDOM-IEOM

¹ Les données sont désaisonnalisées, sauf celles relatives aux évolutions des encours bancaires et sauf indications contraires.

En glissement annuel, l'IPC global augmente de 3,7 %. Le niveau d'inflation en Guyane est désormais supérieur à celui de la France entière, qui a ralenti jusqu'à atteindre 2,2 % en glissement annuel. Ces tendances divergentes s'expliquent par un effet de rattrapage en Guyane, où l'inflation s'était maintenue à un niveau plus bas qu'au niveau national pendant 3 ans. Dans le détail, les évolutions les plus marquées pour la Guyane concernent les prix de l'énergie (+13,1 %), des produits alimentaires (+3,9 %) et des services (+3,6 %).

En outre, le solde d'opinion relatif au prix de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM s'inscrit en hausse pour le 2^e trimestre consécutif. Cette dynamique devrait se poursuivre au 3^e trimestre.



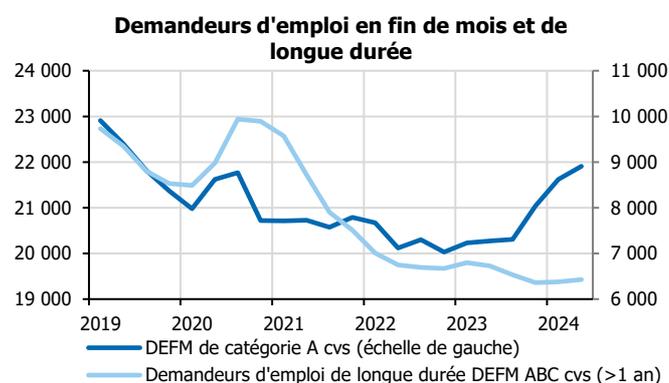
Source : Insee, données mensuelles, IPC hors tabac. IPC non disponible en Guyane pour les périodes suivantes : avril-septembre 2020, mai-juillet 2021, septembre-novembre 2021. © IEDOM-IEOM

Le marché de l'emploi montre des signes de fragilité

Après une hausse de 2,8 % au 1^{er} trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'inscrit une nouvelle fois en augmentation : +1,3 % sur 3 mois et +8,1 % sur 12 mois. Cette tendance s'accompagne par une hausse plus modérée des demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C de longue durée : +0,8 % au 2^e trimestre après +0,3 % au 1^{er} trimestre.

Malgré une certaine fragilité du marché de l'emploi sur les deux premiers trimestres de 2024, certains indicateurs sont bien orientés. En effet, au 1^{er} trimestre, les offres d'emploi durable ont enregistré une hausse de 2,3 %. De même, les emplois salariés du secteur privé ont également progressé : +1,2 %.

Autre point positif, cette fois sur le 2^e trimestre, les entreprises interrogées par l'IEDOM ont fait part d'effectifs en hausse. Ceux-ci devraient continuer à augmenter au 3^e trimestre.



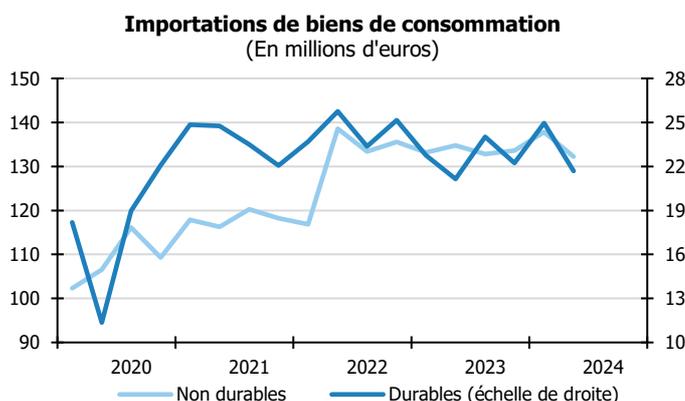
Source : France Travail © IEDOM-IEOM

Une consommation en retrait, à l'exception du marché automobile

La consommation des ménages marque le pas au 2^e trimestre, affectée par une inflation toujours pénalisante. La forte hausse des prix des produits alimentaires (+3,9 % en glissement annuel) pèse d'ailleurs davantage sur les ménages les plus modestes, pour qui l'alimentation représente une part plus importante de leur budget.

Les importations de biens de consommation reculent de 5,4 % sur le trimestre et de 1,3 % sur l'année (en valeur). Les volumes importés sont quant à eux stables sur le trimestre.

L'inflation incite les ménages à privilégier les achats de première nécessité, au détriment des biens de consommation durables. Les importations de ce type de biens subissent ainsi une forte baisse : -13,1 % en valeur au 2^e trimestre 2024. Les importations de biens de consommation non durables se contractent quant à elles de 4,1 %.



Sources : Douanes, CVS-CJO IEDOM. © IEDOM-IEOM

Le marché automobile fait figure d'exception, marquant un rebond après un début d'année défavorable. Les immatriculations de véhicules de tourisme bondissent de 32,3 % sur le trimestre et de 8,9 % sur l'année. De même, les importations de véhicules de tourisme croissent de 52,5 % en 3 mois et de 45,5 % en 12 mois.

Enfin, le nombre de dossiers déposés à la Commission de surendettement de l'IEDOM est révélateur d'une vulnérabilité accrue des ménages en Guyane : ils progressent de 4,5 % sur le trimestre et de 37,3 % sur un an.

Des indicateurs d'investissement contrastés

L'investissement, qui témoignait d'une bonne dynamique au 1^{er} trimestre 2024, semble montrer quelques signes d'essoufflement. Les importations de biens d'investissement sont en recul de 9,5 % en valeur et de 5,4 % en volume au 2^e trimestre 2024. Elles demeurent toutefois en progression par rapport à l'année précédente : respectivement +14,6 % et +19,2 %.

Le nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires fléchit à nouveau: -9,9 % sur 3 mois et -8,4 % sur 12 mois. Pour rappel, la fin d'année 2023 a été marquée par un net rebond.

En revanche, les importations de véhicules utilitaires s'avèrent plus dynamiques : +15,3 % sur le 2^e trimestre et +21,3 % sur l'année.

Malgré une légère inflexion, le solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement des chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM demeure au-dessus de sa moyenne de longue période. Les tendances sont néanmoins hétérogènes selon les secteurs : les prévisions d'investissement s'améliorent pour le secteur primaire et agroalimentaire, ainsi que celui du commerce. Elles se stabilisent dans le BTP, alors qu'elles se dégradent pour le secteur industriel, celui des services marchands et le secteur touristique.

Quant aux indicateurs de vulnérabilité des entreprises, ils traduisent également des situations contrastées. Le nombre de personnes morales interdites bancaires se contracte sur le trimestre (-2,4 %), mais reste en augmentation sur l'année (+2,6 %). En parallèle, le nombre d'impayés sur effets croît de 20,5 % en 3 mois et de 88 % en 12 mois.

Le commerce extérieur progresse en volume, mais se contracte en valeur

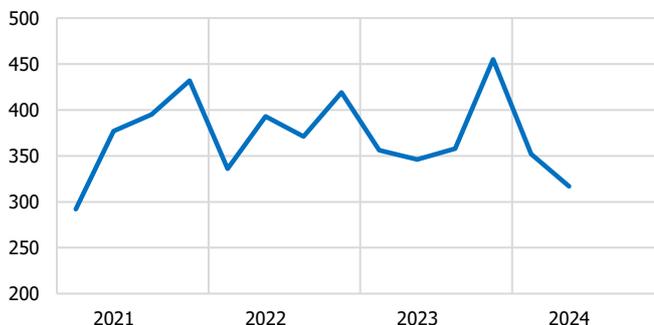
Les échanges extérieurs de la Guyane témoignent de dynamiques divergentes en valeur et en volume. En valeur, les importations diminuent de 5,2 % et les exportations de 27,2 %. A contrario, en volume, les importations progressent de 23,2 % et les exportations de 6,1 %.

Dans le détail, toutes les catégories d'importations se contractent en valeur, à l'exception de l'énergie, dont les importations augmentent de 33,2 %, notamment sous l'effet de la hausse des prix des produits pétroliers. Ce sont les importations de biens de consommation durables et d'investissement qui subissent les baisses les plus marquées (respectivement -13,1 % et -9,5 %), suivies par les importations de biens intermédiaires (-7,5 %) et de biens de consommation non durables (-4,1 %). Cependant, à l'exception des importations de biens de consommation non durables, ces catégories se maintiennent en hausse sur l'année.

En volume, les importations de biens de consommation non durables et d'investissement sont en retrait (respectivement -0,3 % et -5,4 %) tandis que les autres catégories s'inscrivent en hausse. Les importations de biens intermédiaires bondissent de 32,8 % sur le trimestre, suivies de celles de l'énergie qui augmentent de 21,6 %. Enfin, les biens de consommation durables enregistrent une progression de 8,7 % sur le trimestre.

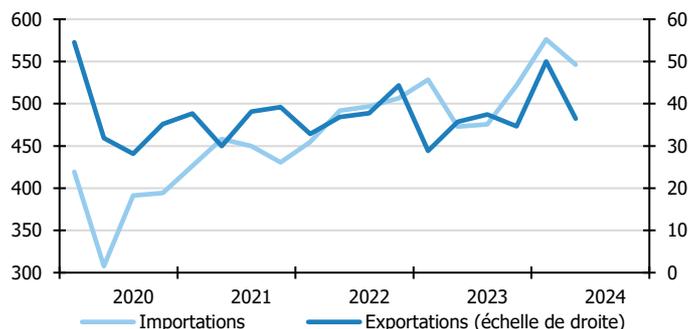
Quant aux exportations, ce sont les biens d'équipement qui tirent le total vers le bas. Les exportations de biens d'équipement subissent une baisse de 61,7 % en valeur et de 25,4 % en volume. En parallèle, les produits de l'or, qui représentent environ 40 % des exportations, augmentent de 52,1 % en valeur (bénéficiant de la forte hausse du cours de l'once sur le trimestre), mais diminuent de 1 % en volume. De même, les exportations de produits agricoles, sylvicoles et de la pêche sont en hausse de 29,5 % en valeur, mais en baisse de 6,6 % en volume. Les exportations de bois sont quant à elles bien orientées (+9,7 % en valeur et +15 % en volume).

Nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires



Source : Ministère de la Transition écologique.
© IEDOM-IEOM

Importations et exportations
(En millions d'euros)



Sources : Douanes, CVS-CJO IEDOM.
© IEDOM-IEOM

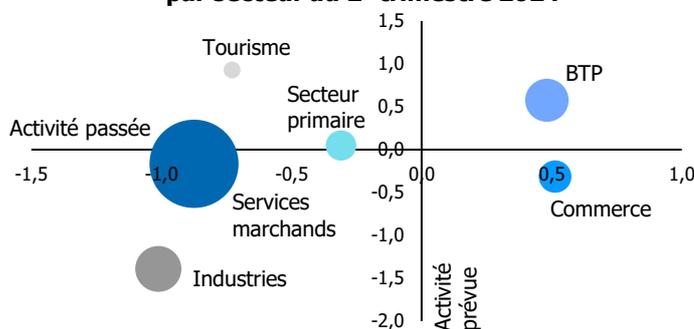
L'activité s'étiole pour la plupart des secteurs

Dans l'ensemble, l'activité s'est légèrement détériorée au 2^e trimestre ; les chefs d'entreprise de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM anticipent toutefois une stabilisation au 3^e trimestre.

Dans le détail, l'activité sur le 2^e trimestre 2024 s'est dégradée pour le secteur primaire et agroalimentaire, le tourisme, les services marchands et les industries (hors agroalimentaire). À l'inverse, l'activité du BTP s'est nettement améliorée, portée notamment par un carnet de commandes rempli. De même, l'activité des commerces a progressé au 2^e trimestre.

Les projections pour le 3^e trimestre sont globalement mieux orientées. C'est notamment le cas pour le BTP et le secteur touristique. Les secteurs du commerce et des services marchands devraient quant à eux connaître un faible retrait de leur activité, alors que le secteur primaire et agroalimentaire verrait son activité se stabiliser. Point d'attention à l'échelle sectorielle, le secteur industriel (hors agroalimentaire) est en mauvaise posture (cf. paragraphe suivant).

Soldes d'opinion de l'activité passée et prévue par secteur au 2^e trimestre 2024



Source : enquête de conjoncture de l'iedom.

Remarque : la surface de chaque disque est proportionnelle à la taille du secteur que celui-ci représente dans l'économie.

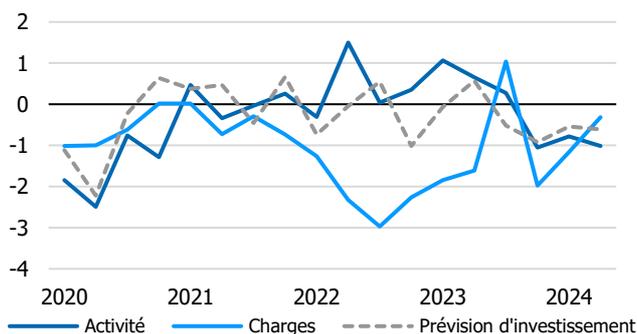
© IEDOM-IEOM

Dans le secteur des industries, des chefs d'entreprise inquiets

La perception des chefs d'entreprise du secteur industriel (hors agroalimentaire) sur leur activité au 2^e trimestre 2024 se dégrade. Le solde d'opinion relatif à l'activité reste en dessous de sa moyenne de longue période, et ce, depuis plusieurs trimestres. Les charges continuent de s'alourdir, mais à un rythme moindre par rapport à la situation enregistrée en début d'année.

De surcroît, les prévisions restent mal orientées pour le 3^e trimestre, tant sur l'activité que sur les prévisions d'investissement.

Soldes d'opinion du secteur des industries



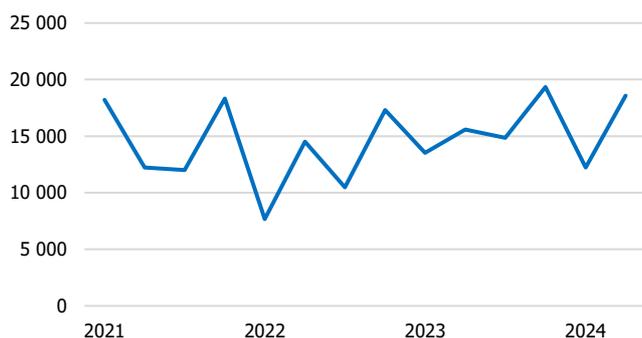
Source : enquête de conjoncture de l'iedom.

© IEDOM-IEOM

A contrario, l'industrie aurifère, une des filières les plus exportatrices de Guyane, voit ses exportations augmenter en valeur (+52,1 %) au 2^e trimestre 2024. Celles-ci sont notamment portées par la hausse du cours de l'once d'or, qui s'établit à 2 337 \$, soit une croissance de 12,7 % au 2^e trimestre et de 18,2 % sur un an.

Le volume des exportations accuse toutefois une légère baisse de 1,0 %. Sur un an, la diminution est de 6,2 %.

Exportations d'or (en milliers d'€)



Sources : Douanes, CVS-CJO IEDOM.
© IEDOM-IEOM

La conjoncture internationale et régionale

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE RÉSISTE, MAIS L'INFLATION PERSISTE

L'économie mondiale demeure résiliente dans l'ensemble. Elle échappe à la récession annoncée suite à la pandémie de Covid-19 et semble se diriger vers un « atterrissage en douceur » selon le FMI. Les dernières estimations prévoient une croissance mondiale stable en 2024, autour des 3,2 % déjà observés en 2023. L'inflation devrait toutefois baisser moins rapidement que prévu en avril 2024. En particulier, la hausse des prix des services freine la désinflation et ralentit le desserrement de la politique monétaire. La dernière édition du *World Economic Outlook* évoquait également le creusement des disparités entre les pays, avec notamment une croissance particulièrement forte aux États-Unis. Toutefois, la croissance observée au premier trimestre 2024 atténue cette perspective. Le taux de croissance a été en effet supérieur aux attentes dans de nombreux pays, et plus faible que prévu aux États-Unis et au Japon.

Les prévisions concernant la croissance américaine sont ainsi légèrement revues à la baisse. Le FMI prévoit une croissance de 2,6 % pour les États-Unis en 2024 puis 1,9 % en 2025 sous l'effet du ralentissement de la consommation.

Dans la zone euro, l'activité semble avoir atteint un creux. Le FMI prévoit un taux de croissance de 0,9 % et 1,5 % en 2025. Ces prévisions sont conditionnées à une reprise de la consommation des ménages, en lien avec la hausse des salaires réels et à une hausse des investissements productifs à la faveur de l'assouplissement progressif de la politique monétaire en 2024.

En France, le PIB augmente de 0,3 % au 2^e trimestre 2024 (après +0,3 % au premier trimestre) selon l'Insee. Cette évolution s'explique principalement par le dynamisme des exportations et un léger rebond de l'investissement. En revanche, la contribution de la consommation des ménages est nulle sur le trimestre. Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 0,8 % en 2024.

Au Japon, le PIB s'est contracté de 0,5 % au premier trimestre 2024 après une croissance nulle au trimestre précédent. Selon le FMI, l'accord salarial shuunto devrait favoriser le redressement de la consommation privée à partir du second semestre.

Enfin, les prévisions de croissance des pays émergents et des pays en développement sont révisées à la hausse. Elles devraient être portées par les taux de croissance de l'Inde et de la Chine, respectivement estimés à 7 % et 5 %.

Sources : FMI, Eurostat, Insee, Banque de France.

L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES EN QUÊTE D'UN NOUVEAU SOUFFLE

Le *World Economic Outlook* du FMI de juillet 2024 révisé à la baisse la croissance de la région Amérique latine et Caraïbes de 0,1 point pour l'année en cours. Au Brésil, les estimations sont légèrement plus pessimistes que prévu en raison des conséquences des inondations qu'a subies le pays au 2^e trimestre. Cependant, la reconstruction rendue nécessaire par ces mêmes inondations devrait contribuer à une croissance plus élevée que prévu en 2025. Du côté du Mexique, les prévisions ont également été revues, sa croissance perdant 0,2 point du fait d'une atténuation de la demande intérieure. Ainsi, les prévisions actuelles de croissance sont de 2,1 % en 2024 et de 2,4 % en 2025 pour le Brésil, tandis qu'elles s'établiraient à 2,2 % en 2024 et 1,6 % en 2025 pour le Mexique.

Au Suriname, la croissance de l'économie en 2024 (+3 %) serait supérieure à celle de 2023 (+2,1 %). La croissance se stabiliserait ensuite en 2025 : +3 %. Le Guyana continuerait quant à lui de bénéficier de l'exploitation pétrolière, avec une croissance prévue de 33,9 % en 2024 et de 18,7 % en 2025.

Les trajectoires inflationnistes des pays de la région sont par ailleurs fortement contrastées. L'inflation moyenne devrait s'établir à 24,7 % en 2024 en Amérique du Sud (en raison des fortes inflations que connaissent l'Argentine et le Venezuela). En Amérique centrale, l'inflation moyenne devrait s'établir à 3 % et dans les Caraïbes à 6,8 %. Si l'Amérique du Sud devrait connaître une décélération significative de son inflation en 2025 (10,1 %), cette décélération serait plus modérée pour les Caraïbes (5,6 %). A contrario, l'inflation de l'Amérique centrale devrait légèrement accélérer sur un an (3,3 %).

Plus globalement, la Banque mondiale commente les progrès lents, mais constants de la région pour faire face aux déséquilibres engendrés par la crise sanitaire. Celle-ci insiste en particulier sur la nécessité de redonner un nouvel élan à la croissance régionale. Cette dernière ne permettrait pas d'assurer la prospérité des pays caribéens et latino-américains. L'organisation internationale préconise de mettre l'accent sur l'innovation, l'investissement et la compétition pour insuffler un nouvel élan à ces économies.

Sources : FMI, Banque mondiale.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : R. ELBEZ — Responsable de la rédaction : D. LAURET
Rédaction : J. CAPITAINE, A. COURAGIER — Participation aux travaux : L-H. JASON, S. CALVO-CANO — Éditeur et imprimeur : IEDOM